|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | WIPO-F | **F** |
| CWS/7/3 Rev. | | |
| ORIGINAL : anglais | | |
| DATE : 18 juin 2019 | | |

**Comité des normes de l’OMPI (CWS)**

**Septième session**

**Genève, 1er – 5 juillet 2019**

RAPPORT SUR LES TÂCHES N° 41, N° 53, N° 56 et N° 63

*Document établi par le Bureau international*

## INTRODUCTION

1. À sa sixième session tenue en octobre 2018, le Comité des normes de l’OMPI (CWS) a reçu de la part de l’Équipe d’experts chargée de la norme XML4IP des rapports sur l’état d’avancement des activités menées au titre des tâches du CWS suivantes :
   * Tâche N° 41 : “Procéder aux révisions et mises à jour nécessaires de la norme ST.96 de l’OMPI”;
   * Tâche N° 53 : “Mettre au point des éléments de schéma XML pour les indications géographiques”; et
   * Tâche N° 56 : “Établir des recommandations concernant l’échange de données prenant en charge les communications de machine à machine en mettant l’accent sur : i) le format de message, la structure de données et le dictionnaire de données au format JSON ou XML, et ii) les conventions de dénomination pour l’identificateur de ressources uniformes (URI)”.

(Voir les paragraphes 41 à 61 du document CWS/6/34.)

On trouvera ci-après de plus amples détails sur l’état d’avancement des travaux concernant chacune de ces tâches.

1. En outre, à sa sixième session, le CWS a examiné une proposition de mise à jour de normes de l’OMPI déjà en vigueur. Ces normes concernent la publication d’informations sur les droits de propriété intellectuelle et sur la situation juridique des brevets, ainsi que l’élaboration de transformations type en langage XSLT (*eXtensible Stylesheet Language Transformations*), qui permettent de traiter des données au format XML (*eXtensible Markup Language*), notamment dans le contexte de la norme ST.96 de l’OMPI. Le CWS a créé deux nouvelles tâches, notamment la tâche n° 63, dont la description est la suivante : “Élaborer une ou des représentations visuelles des données XML de l’OMPI aux fins de la publication électronique”. Il a attribué cette tâche à l’Équipe d’experts chargée de la norme XML4IP (voir le paragraphe 153 du document CWS/6/34.)
2. Pour accomplir les tâches n° 41, n° 53, n° 56 et n° 63, l’Équipe d’experts chargée de la norme XML4IP a mené les discussions sur sa page wiki; elle a également organisé plusieurs conférences en ligne et deux réunions présentielles. Les rapports des réunions tenues à Genève, en Suisse, ainsi qu’à Séoul en République de Corée pendant et après la sixième session du CWS sont disponibles sur le site de l’OMPI à l’adresse suivante : <http://www.wipo.int/cws/en/taskforce/xml4ip/background.htm>.
3. À la réunion de l’Équipe d’experts chargée de la norme XML4IP, tenue à Séoul en mars 2019, les 15 offices ou organisations suivants étaient représentés : Office autrichien des brevets (APO), IP Australia (IPA), Office de la propriété intellectuelle du Canada (OPIC), Organisation eurasienne des brevets (OEAB), Office européen des brevets (OEB), Office de l’Union européenne pour la propriété intellectuelle (EUIPO), Office italien des brevets et des marques (UIBM), Office des brevets du Japon (JPO), Office coréen de la propriété intellectuelle (KIPO), Service fédéral de la propriété intellectuelle de la Fédération de Russie (ROSPATENT), Office saoudien de la propriété intellectuelle (SAIP), Office espagnol des brevets et des marques (OEPM), Office de la propriété intellectuelle du Royaume-Uni (UKIPO), Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV), et Office des brevets et des marques des États-Unis d’Amérique (USPTO), ainsi que le Bureau international. L’équipe d’experts a examiné les différents sujets inscrits à l’ordre du jour, en particulier l’état d’avancement de la tâche n° 63, la nouvelle norme de l’OMPI sur une API Web et les projets pilotes connexes, la proposition de spécification concernant le format JSON (notation objet pour javascript), les nouvelles propositions de composantes XML pour la norme ST.96, notamment le schéma de rapport d’examen et les schémas des indications géographiques et des œuvres orphelines protégées par le droit d’auteur, et les mises à jour des systèmes de Madrid et de La Haye pour permettre un partage d’informations conforme à la norme ST.96.
4. À sa sixième session, le CWS est convenu de publier au maximum deux versions officielles par an, le 1er avril et le 1er octobre. Si des mises à jour d’urgence sont nécessaires entre ces deux dates, elles seront examinées au cas par cas.

## RÉVISION ET MISE EN ŒUVRE DE LA NORME ST.96 (TÂCHE N° 41)

1. Dans le cadre de la tâche n° 41, l’Équipe d’experts chargée de la norme XML4IP a poursuivi les travaux visant à améliorer la norme ST.96 de l’OMPI. On trouvera ci-dessous des précisions sur les modifications apportées par cette équipe d’experts et sur les mises en œuvre des offices de propriété intellectuelle.

### Publication de la version 3.1 de la norme ST.96 de l’OMPI

1. Pour prendre en charge la mise en œuvre des communications effectuées dans le cadre des systèmes de Madrid et de La Haye selon la norme ST.96, et compte tenu du lancement imminent des communications entre l’Office de la propriété intellectuelle du Canada (OPIC) et le Bureau international dans le cadre du système de La Haye, une version mineure de la norme ST.96 a été publiée en novembre 2018 à l’appui de cette initiative. L’OPIC envisage de lancer officiellement ces communications en juin 2019. Un résumé des mises à jour est présenté ci-après :
   * Ajout de deux nouveaux types simples : com:IGOCodeType et com:ExtendedNationalityCodeType;
   * Mise à jour de com:entitlementNationalityCode pour pouvoir utiliser com:ExtendedNationalityCodeType;
   * Mise à jour de com:EntitlementDomiciledCode et de com:EntitlementEstablishmentCode pour pouvoir utiliser com:ExtendedWIPOST3CodeType;
   * Mise à jour et modification du nom de pays “SZ” pour passer de “Swaziland” à “Eswatini” dans com:WIPOST3CodeType et com:ISOCountryCodeType;
   * Mise à jour de dgn:HabitualResidenceCode pour pouvoir utiliser com:ExtendedWIPOST3CodeType;
   * Ajout de la composante facultative : com:PaymentDueDate dans l’élément dgn:HagueSecondPartFeePayable;
   * Ajout de la composante facultative : com:ApplicationDateTime dans l’élément dgn:HagueApplicationType. Cet ajout était nécessaire pour régler les problèmes d’écart dus aux fuseaux horaires;
   * Mise à jour de dgn:HagueIBToOfficeBagType. Une séquence située après le choix avait pour effet d’annuler celui-ci. Elle a été retirée dans cette version;
   * Mise à jour de dgn:HagueSecondPartFeePaidType et ajout de l’élément facultatif com:RecordIdentifier. Cet élément doit être facultatif car il peut être employé dans les deux directions;
   * Suppression de la limite de choix dans dgn:HagueOfficeCopyBagType. Le nombre de choix possibles était inutilement limité à 10. Il ne doit pas être limité;
   * Mise à jour de dgn:HagueApplicationType. Modification de com:DocumentIncludedBag, qui n’est plus obligatoire mais facultatif; et
   * Ajout de deux nouvelles composantes : com:StartDate et com:EndDate.

### Mise en œuvre de la norme ST.96 de l’OMPI par les offices de propriété intellectuelle

1. À la réunion de l’Équipe d’experts chargée de la norme XML4IP tenue à Séoul, les offices participants ont présenté leurs pratiques actuelles et leurs projets de mise en œuvre de la norme ST.96. Plusieurs offices ont manifesté le souhait de renoncer à l’avenir à la norme ST.36 ou SGML pour passer à la norme ST.96, notamment pour diffuser les données. D’autres offices ont indiqué que cette transition était déjà en cours. L’OPIC, en particulier, a déclaré qu’il allait bientôt échanger des communications avec le Bureau international selon la norme ST.96 dans le cadre du système de Madrid.

### Programmes de mise en œuvre de la norme ST.96 de l’OMPI dans le cadre du système de La Haye

1. Le Bureau international a informé l’équipe d’experts du fait que la mise en œuvre de la norme ST.96 au sein du système de La Haye était en cours, et que les communications électroniques entre les parties contractantes s’effectueraient désormais dans un format unique. Le format précédent ne serait plus pris en charge après le 31 décembre 2020. Toutefois, certains offices ayant demandé une extension du délai, cette date pourrait être modifiée à l’avenir. La dernière version en date de la feuille de route concernant la mise en œuvre de la norme ST.96 est disponible à l’adresse suivante : <https://www.wipo.int/edocs/mdocs/hague/fr/h_ld_wg_7/h_ld_wg_7_8.pdf>

### Programmes de mise en œuvre du système administratif de la propriété intellectuelle (IPAS) de l’OMPI dans le cadre de la norme ST.96

1. Pour optimiser les flux de données et garantir la qualité des données à la source, le Bureau international a entrepris d’appliquer la norme ST.96 au système administratif de la propriété intellectuelle (IPAS) en trois phases :
   * Dans la phase 1, qui sera achevée en juillet 2019, la norme ST.96 sera appliquée à la mise en paquets des données envoyées par des systèmes de dépôt électronique à destination de l’IPAS;
   * Dans la phase 2, qui sera achevée à la fin de 2019, la norme ST.96 sera employée pour notifier les décisions de la partie contractante désignée dans le cadre du système de Madrid; et
   * Dans la phase 3, qui sera achevée en juin 2020, la norme ST.96 sera appliquée aux publications en ligne et aux échanges de données avec de tierces parties.

### État d’avancement du schéma XML

#### Élaboration du schéma XML pour les œuvres orphelines protégées par le droit d’auteur

1. À sa sixième session, le CWS est convenu d’intégrer les œuvres orphelines protégées par le droit d’auteur dans la bibliothèque de la norme ST.96 (voir le paragraphe 68 du document CWS/6/34).
2. À la réunion de l’Équipe d’experts chargée de la norme XML4IP organisée à Séoul, l’Office de la propriété intellectuelle du Royaume-Uni (UKIPO) a présenté un aperçu des travaux effectués pour établir le projet de schéma ST.96 concernant les œuvres orphelines protégées par le droit d’auteur. À cette occasion, il a rappelé quels étaient les pays ou offices ayant contribué à ces travaux. L’UKIPO a ensuite présenté en détail à l’équipe d’experts le schéma lui-même, et en particulier les éléments comportant des listes de valeurs. Les participants ont proposé un petit nombre de modifications mineures, que l’UKIPO a accepté d’intégrer; la possibilité de prendre en charge plusieurs langues a également été envisagée.
3. L’équipe d’experts est convenue de fixer un délai provisoire au 30 septembre 2019 pour que les offices intéressés achèvent l’élaboration du projet de schéma XML et commencent les essais.

#### Élaboration de composantes de schéma XML pour la situation juridique des brevets

1. Pour donner suite à la décision prise par le CWS à sa cinquième session, l’Équipe d’experts chargée de la norme XML4IP a créé un ensemble de composantes de schéma XML concernant les données sur la situation juridique des brevets. Cette tâche intéresse non seulement l’Équipe d’experts chargée de la norme XML4IP, mais également l’Équipe d’experts sur la situation juridique, car ces schémas XML sont fondés sur la norme ST.27 de l’OMPI.
2. Depuis la sixième session du CWS, deux réunions ont été organisées en ligne et une discussion permanente a été mise en place à la réunion de Séoul pour obtenir un retour d’information sur les différentes révisions. L’équipe d’experts est convenue que le quatrième projet de schéma XML était prêt pour les essais; l’UKIPO, l’OPIC et IP Australia (IPA) se sont portés volontaires pour tester ce schéma, et plusieurs autres offices de propriété intellectuelle envisagent de se joindre à eux. IP Australia a notamment indiqué qu’elle envisageait de développer une API Web pour diffuser des données sur la situation juridique des brevets. L’achèvement de ce schéma est essentiel au succès du projet.

*Élaboration d’un schéma XML pour les documents de priorité*

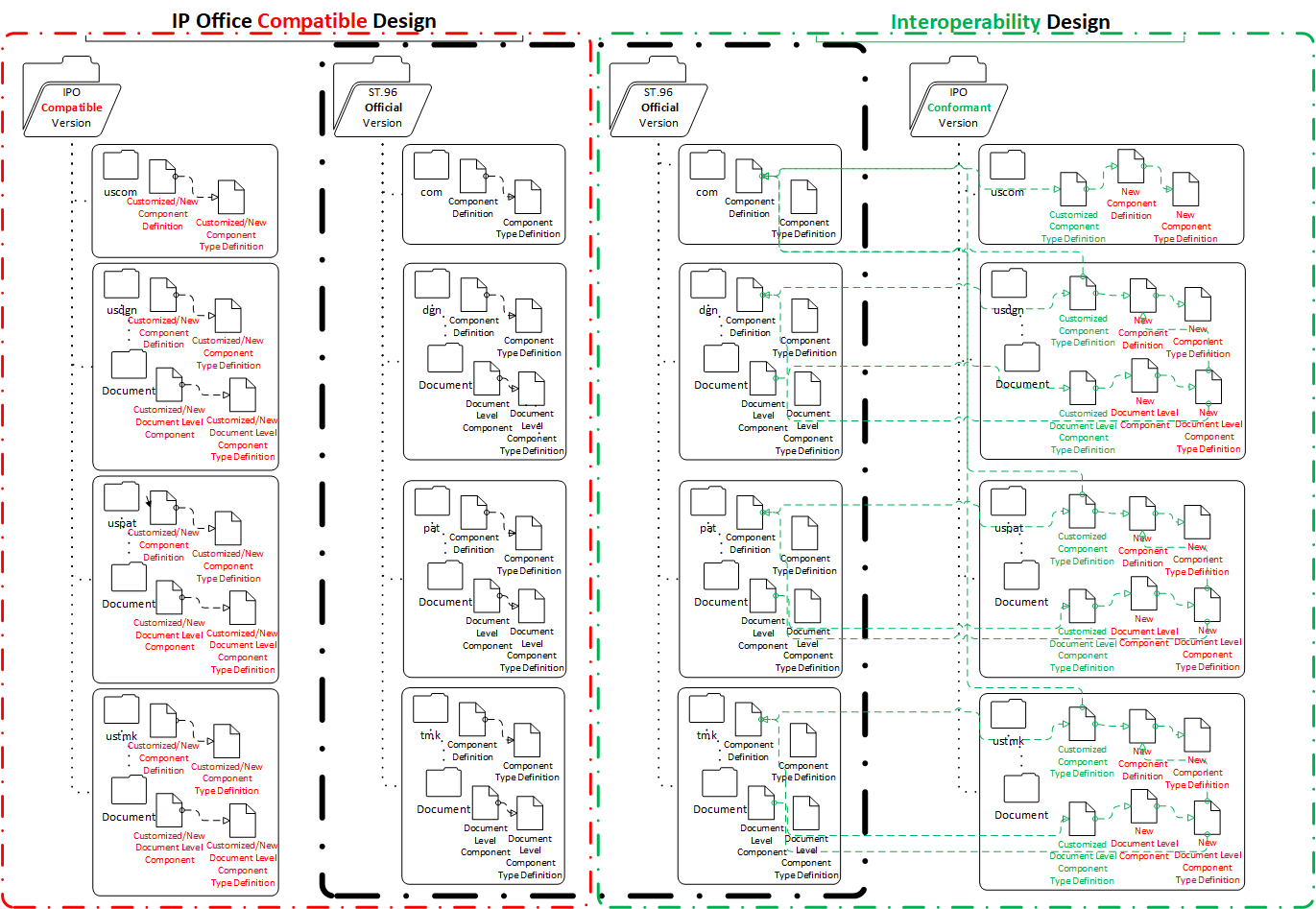
1. L’élaboration d’un schéma XML pour les documents de priorité était l’une des quatre propositions qui avaient été formulées en 2010 par les cinq Offices de propriété intellectuelle (IP5)[[1]](#footnote-2) et avaient été soumises à l’Équipe d’experts chargée de la norme XML4IP. Celle-ci a défini trois phases pour élaborer un tel schéma XML :
   * Phase 1 : élaboration d’un document conceptuel et approbation du ou des cas d’application;
   * Phase 2 : élaboration d’un schéma XML fondé sur des composantes du schéma de la norme ST.96; et
   * Phase 3 : essais préliminaires du schéma XML par plusieurs offices de propriété intellectuelle.
2. L’équipe d’experts a lancé le débat sur la phase 1 en s’appuyant sur une proposition de l’Office coréen de la propriété intellectuelle (KIPO). Celui-ci a suggéré de décrire une structure de données XML destinée aux documents de priorité pour permettre aux offices de propriété intellectuelle de compléter leur structure actuelle (reposant sur des images) par des données XML supplémentaires. Il convient de noter que la plupart des offices convertissent actuellement les demandes de brevet déposées au format XML en format image pour échanger des documents de priorité avec d’autres offices. Les membres de l’Équipe d’experts ont remarqué que l’établissement de documents de priorité en XML était un pas décisif en direction de l’échange de données sous forme de texte. Cependant, ils sont convenus d’étudier les conséquences possibles d’un recours au Service d’accès numérique (DAS) de l’OMPI pour échanger des documents de priorité, ainsi que les conséquences juridiques potentielles d’un recours au format XML pour ce type d’échanges.

#### Autres composantes XML à examiner

1. Depuis sa sixième session, l’Équipe d’experts chargée de la norme XML4IP a recensé plusieurs éléments permettant d’améliorer la norme ST.96. L’état d’avancement des travaux sur quelques-uns de ces éléments est présenté ci-après :
   * Données XML des transactions sur les brevets et des dossiers de brevet : aucun progrès notable n’a été accompli dans ces deux projets de schéma XML, qui concernent respectivement les transactions sur les documents de brevet et les dossiers couvrant le cycle de vie complet des demandes de brevet. L’équipe d’experts a examiné la situation actuelle et une mise à jour de ces schémas lors de sa réunion à Séoul. L’Office des brevets et des marques des États-Unis d’Amérique (USPTO) et le Service fédéral de la propriété intellectuelle de la Fédération de Russie (ROSPATENT) ont tous deux contribué à actualiser les projets de composantes XML dans ces domaines; leurs résultats seront communiqués à l’équipe d’experts dès qu’ils seront disponibles;
   * Données XML du rapport sur l’examen de la demande de brevet : le Bureau international a présenté la révision d’un schéma XML lors de la réunion de l’équipe d’experts à Séoul. Cette révision visait à reprendre de manière exhaustive l’ensemble des formulaires d’examen et de recherche du PCT. L’équipe d’experts entend poursuivre les travaux sur ce schéma afin qu’il puisse être utilisé pour établir des rapports d’examen nationaux ou régionaux; et
   * Données XML du formulaire de requête en délivrance d’un brevet : c’est l’une des propositions formulées en 2010 par les cinq Offices de propriété intellectuelle (IP5) en vue d’élaborer des schémas XML pertinents. De fait, l’équipe d’experts a déjà entrepris de travailler sur ce projet. Elle est convenue d’établir, dans le domaine relevant du Traité sur le droit des brevets, un formulaire XML de requête qui s’inspire du formulaire international type de requête publié sur le site de l’OMPI à l’adresse suivante : <https://www.wipo.int/plt-forum/fr/forms/modifications_req_form.html>. L’équipe d’experts a commencé ses travaux en examinant les correspondances entre les composantes de la norme ST.96 et le formulaire de requête type établi au titre du Traité sur le droit des brevets, que le Bureau international lui avait fourni. Elle a pris pour hypothèse que le formulaire type pouvait intégrer des formulaires de requête de brevet nationaux aussi bien qu’internationaux. Les membres de l’équipe d’experts ont été invités à donner leur avis sur cette mise en correspondance en se servant de la page wiki de l’équipe, en se positionnant tout particulièrement du point de vue de leur pays.

## MISE EN œuvre GARANTISSANT L’INTEROPÉRABILITÉ DE LA NORME ST.96 DE L’OMPI

1. À sa sixième session, le CWS a pris note des débats de l’équipe d’experts chargée de la norme XML4IP sur la mise en œuvre de la norme ST.96 par les offices de propriété intellectuelle d’une manière qui garantisse l’interopérabilité de l’échange des données avec d’autres offices (voir le paragraphe 15 du document CWS/6/7). L’annexe V de la norme ST.96, intitulée “Règles et principes d’application”, permet aux offices de propriété intellectuelle de mettre en œuvre cette norme de deux manières différentes, qui garantissent toutes deux une application compatible et cohérente avec cette norme. Les membres de l’équipe d’experts ont estimé que si ces directives étaient effectivement idéales pour assurer l’interopérabilité entre les offices, elles étaient néanmoins trop difficiles à suivre. C’est pourquoi certains offices s’en étaient écartés.
2. Depuis la sixième session du CWS, l’Équipe d’experts chargée de la norme XML4IP a continué de rechercher des solutions pratiques pour aider les offices de propriété intellectuelle à mettre en œuvre la norme ST.96 et à améliorer l’interopérabilité de son système d’échange de données. Pour trouver des solutions dans ce domaine, il convenait de se placer du point de vue du consommateur mais aussi du producteur des données. L’équipe d’experts s’est entendue sur des critères précis à employer pour évaluer les différentes méthodes susceptibles de conduire à des solutions. Ces critères sont les suivants :
   * La propagation vers le haut jusqu’au niveau de l’élément racine du schéma XML doit être bloquée pour protéger le producteur de données;
   * Les modifications doivent être facilement repérables pour aider le producteur de données; et
   * Les modifications doivent être aussi ciblées que possible.
3. L’USPTO a analysé, en consultation avec le Bureau international, les différentes méthodes envisagées par l’équipe d’experts et a proposé les directives suivantes pour personnaliser les composantes XML de la norme ST.96. Ces directives devaient être appliquées au cours de la mise en œuvre, tout en veillant à préserver l’interopérabilité :
   * Les composantes obligatoires de la norme ST.96 ne doivent pas être supprimées;
   * Les composantes de la norme ST.96 ayant un statut facultatif ne doivent pas devenir obligatoires;
   * Les composantes de la norme ST.96 doivent conserver l’ordre dans lequel elles ont été publiées;
   * Les nouvelles composantes doivent être ajoutées à la fin de l’élément étendu;
   * Les nouvelles composantes doivent être facultatives;
   * Il ne faut pas ajouter ou supprimer de valeurs d’énumération. Les nouvelles valeurs doivent être créées dans un espace de nommage propre à l’office de propriété intellectuelle. Ainsi, uspat doit être créé sous forme d’extension à un élément dans l’espace de nommage pat;
   * Les éléments d’un brevet conforme à la norme ST.96 doivent conserver leur espace de nommage original (pat, tmk, dgn, com), mais ils doivent être actualisés pour renvoyer aux types complexes modifiés que l’office de propriété intellectuelle a créés dans son espace de nommage propre. Si par exemple com:Contact est personnalisé, les nouvelles composantes vont renvoyer à uscom:ContactType;
   * Chaque composante doit avoir un nom unique dans l’espace de nommage original ou dans l’espace de nommage propre à l’office. Ainsi, dans l’exemple ci-dessus, l’espace de nommage ne peut contenir à la fois uscom:Contact et com:Contact; et
   * Une modification de l’espace de nommage ne doit pas être ajoutée ou propagée à la racine du document.
4. Le diagramme suivant illustre la manière dont un office de propriété intellectuelle distingue un schéma “compatible” (en rouge) d’un schéma “conforme ou interopérable” (en vert) :



1. Grâce aux directives ci-dessus, une demande unique peut être établie au moyen d’un script XSLT commun qui va extraire des données conformes à la norme ST.96, pour autant que la structure ne soit pas modifiée. Cependant, cette méthode présente un inconvénient : les modifications apportées aux instances XML ne seront pas visibles, car seul le type de données est adapté. On peut néanmoins employer des outils automatiques (comme DiffDog de la société Altova, ou CompareLT) pour établir la différence entre des versions particulières ou des mises en œuvre nationales et la version actuelle de la norme ST.96.
2. Pour mieux expliquer comment ces directives devraient être mises en œuvre, deux exemples sont proposés dans l’Annexe I du présent document, qui sera soumise au CWS pour examen et commentaires. Si l’Équipe d’experts chargée de la norme XML4IP approuve cette nouvelle proposition de méthode de conception, l’Annexe V de la norme ST.96 devra être modifiée.
3. Une autre question reste à régler dans le domaine de la mise en œuvre interopérable de la norme ST.96 : il s’agit de la capacité du Bureau international de répondre suffisamment vite aux besoins de modification exprimés par les offices de propriété intellectuelle. L’équipe d’experts a constaté que chaque office avait ses propres besoins opérationnels et son propre calendrier de mise en œuvre de la norme. Lorsque les offices ne trouvent pas une composante de la norme dont ils ont besoin, ils ont tendance à personnaliser leur schéma en ajoutant, en supprimant ou en modifiant une composante XML. Pour répondre aux besoins des offices et renforcer l’interopérabilité, l’équipe d’experts est convenue que les offices devraient fournir des informations en retour sur leurs demandes de modification de la norme et qu’ils devraient se réunir plus régulièrement pour débattre de ces modifications. Le CWS ayant accepté cette décision, le Bureau international propose à présent d’organiser des réunions en ligne mensuelles pour discuter des propositions de révision les plus récentes de la norme et fournir un retour d’information.
4. Comme le CWS l’a noté à sa sixième session, l’Équipe d’experts chargée de la norme XML4IP a également demandé au Bureau international de mettre à disposition une base de données centrale permettant aux offices de propriété intellectuelle de partager leurs schémas personnalisés. En réponse à cette demande, le Bureau international a rédigé une proposition en collaboration avec les membres de l’équipe d’experts. Cette proposition présente l’avantage de définir les composantes devant figurer dans les futures révisions de la norme ST.96, le but étant d’intégrer des composantes communes pour que les offices puissent personnaliser leurs schémas. La proposition figure dans l’Annexe II du présent document; elle est soumise au CWS pour examen et commentaires.

## SCHÉMA XML POUR LES INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES (TACHE N° 53)

1. Dans le cadre des travaux menés par l’Équipe d’experts chargée de la norme XML4IP sur la tâche n° 53, le CWS a examiné, à sa sixième session, un projet de schéma XML fourni par ROSPATENT pour les indications géographiques. Ce projet reposait sur l’utilisation du nouveau préfixe d’espace de nommage GIN et de trois schémas de classification : le schéma de la classification de Nice, celui de la classification informelle de Lisbonne et celui des classifications nationales. Le CWS a réaffirmé que le champ d’application de la norme ST.96 devrait être élargi pour s’appliquer aussi aux indications géographiques; il a demandé à l’équipe d’experts de présenter un projet final de schéma XML pour les indications géographiques, qui serait examiné à la session en cours (voir le paragraphe 61 du document CWS/6/34).
2. Deux réunions en ligne ont été organisées pour améliorer les projets de schémas XML, et notamment pour actualiser les catégories de produits, compte tenu des autres normes appliquées dans ce domaine d’activité.
3. À la réunion de l’équipe d’experts organisée à Séoul, la troisième version, qui comprenait des composantes de données proposées par l’EUIPO ainsi que des composantes destinées aux indications géographiques, a été présentée aux participants pour commentaires. Lors de la même réunion, les questions en suspens suivantes ont été examinées : les zones territoriales prévues dans le schéma; l’emploi de JSON au lieu du XML; l’emploi de l’acronyme “GI” au lieu de “GeographicalIndication”; et un schéma de classement pertinent des indications géographiques. Les participants ont noté que dans de nombreuses juridictions, les indications géographiques étaient gérées par des services administratifs publics distincts des offices de propriété intellectuelle. Les membres de l’équipe d’experts sont donc convenus de consulter les autorités compétentes de leur pays respectif, notamment pour débattre des composantes liées aux catégories de produits protégés par des indications géographiques, qui reposaient sur des classements nationaux de ces produits. Ils ont aussi décidé d’actualiser le projet de schéma destiné aux essais; plusieurs membres se sont portés volontaires pour effectuer des essais cette année.
4. L’équipe d’experts a présenté au CWS les projets de schéma destinés à la version actuelle; ces projets figurent dans l’Annexe III du présent document et sont soumis pour considération et commentaires.

## ÉLABORATION D’UNE NOUVELLE NORME DE L’OMPI SUR LES SERVICES WEB (TACHE N° 56)

1. À sa sixième session, le CWS a pris note du fait que l’Équipe d’experts chargée de la norme XML4IP lui avait présenté un projet de norme de travail. Plusieurs cas d’application d’API Web ont été examinés au cours de la session; le CWS a posé des questions sur la granularité du projet de norme, et a notamment voulu savoir s’il était possible d’obtenir des détails sur le cadre de sécurité. Par ailleurs, lors de la même session, deux délégués ont recommandé deux modèles présentés à titre d’exemple pour démontrer l’applicabilité du projet de norme (voir les paragraphes 43 à 46 du document CWS/6/34).
2. Pour donner suite à la décision prise par le CWS à sa sixième session, l’Équipe d’experts chargée de la norme XML4IP a rédigé une proposition finale de nouvelle norme de l’OMPI sur les API Web, à soumettre au CWS pour considération à la session en cours. Cependant, elle a estimé qu’il fallait disposer de plus de temps et de données pour achever la rédaction de cette proposition. Elle a donc présenté une actualisation du projet de norme, qui figure dans un document distinct. Ce document sera soumis au CWS pour examen et commentaires à la session en cours (voir le document CWS/7/4).
3. Par ailleurs, les spécialistes que l’Équipe d’experts chargée de la norme XML4IP devrait consulter au fil de l’élaboration de ce projet de norme travaillent généralement dans des régions différentes de celles des membres de l’équipe d’experts. Ces derniers suggèrent donc d’établir une nouvelle Équipe d’experts pour s’acquitter de la tâche n° 56. Le nom de cette nouvelle équipe et la nouvelle description de la tâche n° 56 sont proposés dans le document CWS/7/4.

## REPRÉSENTATION VISUELLE DE DONNÉES XML (TACHE N° 63)

1. Dans le cadre de la tâche n° 63, l’Équipe d’experts chargée de la norme XML4IP s’est efforcée de déterminer comment représenter des données XML de manière visuelle pour aider les offices de propriété intellectuelle à mettre en œuvre la norme ST.96 à l’avenir. À cet égard, elle est convenue de rédiger une nouvelle annexe VII de cette norme, dans laquelle elle présentera au moins une instance XML conforme. Cet objectif pourrait remplacer le but initial de la tâche n° 63, qui consistait à proposer une méthode normalisée de représentation des composantes XML.
2. De plus, après avoir examiné sa propre compétence pour gérer la tâche n° 63, l’équipe d’experts a proposé au CWS de réassigner cette tâche à l’Équipe d’experts chargée de la transformation numérique. En effet, la tâche n° 63 est davantage consacrée à la représentation de données XML qu’aux structures des schémas elles-mêmes; son champ d’application pourrait donc aller au-delà des données XML conformes à la norme ST.96.

## FUTURE ÉVOLUTION DE LA NORME ST.96 ET D’AUTRES NORMES DE L’OMPI FONDÉES SUR CELLE-CI

1. L’Équipe d’experts chargée de la norme XML4IP a tenté de déterminer si les composantes des schémas XML définis dans d’autres normes de l’OMPI exploitant le XML (par exemple la norme ST.37) devaient être intégrées dans la norme ST.96. Lors de la réunion XMLIP organisée à Séoul, les membres de cette équipe ont exprimé différents avis : un Office membre a estimé que chaque norme devait comporter la définition de ses propres composantes de schémas XML, indépendamment de la norme ST.96, tout en se conformant aux règles et conventions de nommage de celle-ci. D’autres Offices membres ont déclaré que la norme ST.96 était exhaustive, puisqu’elle comptait environ 1800 composantes XML, et que les composantes retirées de cette norme devaient être réutilisées dans d’autres normes. L’équipe d’experts est convenue que la norme ST.96 devait être considérée comme une bibliothèque de composantes pour les schémas XML relevant du secteur de la propriété intellectuelle, et que d’autres normes de l’OMPI pourraient faire référence à la ST.96, tout en évitant des dépendances inutiles (par exemple la définition du numéro de version du schéma XML).
2. À la lumière des débats précités, le Bureau international a proposé de soumettre au CWS les trois options suivantes :
   * Option 1 : d’autres normes exploitant des schémas XML devront faire référence aux composantes actuelles du schéma ST.96. Au besoin, il faudra définir dans la norme ST.96 de nouvelles composantes de schéma XML pour les normes, sauf en ce qui concerne le schéma XML racine, qui devra être défini dans chaque norme concernée, celle-ci faisant néanmoins référence aux composantes actuelles et aux nouvelles composantes de la norme ST.96. Ainsi, l’élément racine de la composante AuthorityFile sera intégré dans la norme ST.37 de l’OMPI, mais toutes les autres composantes du schéma seront référencées dans la norme ST.96. L’intérêt de cette option tient au fait que toutes les composantes des schémas XML seront intégrées dans une bibliothèque commune, en l’occurrence la norme ST.96, pour faciliter leur emploi futur, tandis que l’élément racine, qui est propre à chaque norme, sera défini de manière indépendante dans le domaine opérationnel concerné. Cette option permet en outre de réduire au minimum la dépendance vis-à-vis du numéro de version du schéma XML, qui peut différer entre la norme ST.96 et la norme concernée. En effet, seule la composante située au niveau du document, c’est-à-dire l’élément racine, contient les informations sur la version; ces informations restent conformes aux conventions de nommage de la norme ST.96, et l’élément racine ne subit aucune incidence en cas de mise à jour du numéro de version de la norme ST.96;
   * Option 2*:* toutes les composantes de schéma XML des autres normes devront être définies et maintenues à jour dans chaque norme indépendamment de la norme ST.96, tout en restant conformes aux règles et conventions de nommage de celle-ci. On pourra par exemple créer un espace de nommage intitulé “st37” dans la norme ST.37 pour stocker l’élément racine de celle-ci, ainsi que la composante AuthorityFile et d’autres composantes. Cette méthode présente l’avantage de supprimer toute dépendance dans la gestion des schémas. Néanmoins, elle présente aussi l’inconvénient de dupliquer de nombreuses composantes, qui devront être présentes à la fois dans la norme ST.96 et dans les autres normes puisque la norme ST.96 contient la plupart des composantes XML employées dans le domaine de la propriété intellectuelle. On risque en outre de définir des jeux de données différents pour un même nom de composante; et
   * Option 3 : toutes les composantes de schéma XML, y compris les éléments racines, doivent être définis dans la norme ST.96. Cette méthode pose cependant des problèmes de dépendance et de contrôle du numéro de version.
3. En fonction de l’option choisie ou d’une autre décision du CWS, il sera peut-être nécessaire d’actualiser les normes ST.96 et ST.37. En outre, l’accord ainsi conclu va orienter l’élaboration des futurs schémas XML, et en particulier du schéma sur la situation juridique des brevets.

## ÉLABORATION D’UN NOUVEAU SCHÉMA JSON

1. Dans le cadre de la tâche n° 56 intitulée “[f]ormat de message, structure de données et dictionnaire de données au format JSON ou XML”, et pour établir la nouvelle norme de l’OMPI sur les API Web, l’Équipe d’experts chargée de la norme XML4IP a constaté qu’aucune norme de l’OMPI ne contenait de recommandation sur le format JSON.
2. De plus, l’équipe d’experts étudie depuis 2015 les besoins de recommandations dans le domaine du format JSON, parallèlement aux normes sur le format XML, mais elle a reporté son débat sur le fond à cet égard dans l’attente des recommandations du secteur privé sur le schéma JSON. Cependant, comme un nombre croissant d’offices de propriété intellectuelle ont entrepris de produire des données au format JSON, l’équipe d’experts est convenue de lancer le débat sur la spécification du format JSON et de présenter les résultats de ses travaux au CWS, bien que le schéma JSON se trouve encore à l’état de projet dans le secteur privé.
3. À sa réunion organisée à Séoul en mars 2019, l’équipe d’experts a examiné une proposition initiale de la spécification du format JSON présentée par l’USPTO. Après cette réunion, le Bureau international a rédigé, en collaboration avec l’USPTO, un projet révisé de spécification JSON contenant un ensemble de conventions de nommage conformes à la norme ST.96. Le résultat de ces travaux a été soumis dans un document distinct, pour information et commentaires, au CWS lors de la session en cours (voir le document CWS/7/5).
4. Il convient de noter que le nouveau schéma JSON utilisera le terme “propriété intellectuelle” et non plus “propriété industrielle” comme c’était le cas dans les normes précédentes de l’OMPI. En effet, certains offices de propriété intellectuelle ont souhaité fournir au format JSON des données sur les œuvres orphelines protégées par le droit d’auteur.

## AUTRES QUESTIONS CONNEXES

1. Au regard des débats précités, il est évident pour l’Équipe d’experts chargée de la norme XML4IP que des normes techniques supplémentaires doivent être établies, notamment sur l’échange de données aux formats XML et JSON, et qu’il faut établir des recommandations concernant des API Web permettant de consulter et d’échanger des ressources sur la propriété intellectuelle. Parallèlement, les offices de propriété intellectuelle ont désormais entrepris de sous-traiter le développement de leurs produits et services, tout en imposant la conformité aux normes de l’OMPI. Dès lors, ces normes techniques sont à présent destinées à un nouveau public composé de développeurs système extérieurs aux offices. Le Bureau international souhaite donc que le CWS l’aide à choisir des campagnes promotionnelles à l’intention de ce nouveau public, et qu’il le conseille notamment sur la meilleure manière d’organiser un forum pour ces développeurs.
2. Comme indiqué plus haut, le champ d’application de la norme ST.96 sera élargi à l’avenir pour passer de la propriété industrielle à la propriété intellectuelle afin de permettre l’intégration d’éléments XML destinés aux œuvres orphelines protégées par le droit d’auteur.

## PROGRAMME DE TRAVAIL

1. L’Équipe d’experts chargée de la norme XML4IP prévoit de publier la version 4.0 de la norme ST.96 en octobre 2019. Cette version comportera sans doute les modifications suivantes par rapport à la version 3.1 :
   * Élargissement du champ d’application de la norme ST.96 pour passer de la propriété industrielle à la propriété intellectuelle;
   * Corps du texte et Annexe I : les modifications dépendent du choix de l’option concernant la relation entre les composantes XML de la norme ST.96 et celles d’autres normes de l’OMPI, comme indiqué plus haut. Elles dépendent aussi des références entre deux domaines d’application des composantes de la norme ST.96, la question étant de savoir si des composantes concernant les brevets peuvent aussi faire référence à des composantes concernant les marques;
   * Annexe III : intégration de nouvelles composantes, notamment celles qui concernent les œuvres orphelines protégées par le droit d’auteur et les indications géographiques, ainsi que les modifications nécessaires pour prendre en charge les communications dans le cadre des systèmes de La Haye et de Madrid;
   * Annexe V : il sera nécessaire de modifier les directives en raison de la nouvelle méthode de conception proposée, qui devra garantir l’interopérabilité;
   * Annexe VI : toute nouvelle version majeure nécessite une mise à jour des Appendices A, B et C; et
   * Annexe VII : proposition de nouvelle Annexe intégrant des exemples d’instances XML.
2. En outre, l’Équipe d’experts chargée de la norme XML4IP poursuivra ses travaux sur l’élaboration et l’essai de nouvelles composantes XML, notamment les composantes de schéma suivantes :
   * XSD (schéma XML) pour la situation juridique des brevets : les essais ont déjà commencé;
   * XSD pour les rapports d’examen : en cours de développement;
   * XSD pour les documents de priorité : au stade de la conception; et
   * XSD pour les dossiers de brevet et les transactions sur les brevets : ROSPATENT et l’USPTO espèrent achever le schéma avant la septième session.

47. Le CWS est invité :

*a) à prendre note des dispositions du présent document et de ses annexes;*

*b) à prendre note des projets d’application de la norme ST.96 au système de La Haye et au système administratif de la propriété intellectuelle (IPAS) de l’OMPI, comme indiqué aux paragraphes 9 et 10 ci-dessus;*

*c) à encourager les offices de propriété intellectuelle à participer aux essais des schémas XML destinés aux œuvres orphelines protégées par le droit d’auteur, aux indications géographiques et à la situation juridique des brevets, comme indiqué aux paragraphes 11, 14, 15 et 27 à 30 ci-dessus;*

*d) à prendre note des questions liées à la mise en œuvre interopérable de la norme ST.96 décrite dans les paragraphes 19 à 26 ci-dessus, et à examiner et commenter l’Annexe I du présent document;*

*e) à prendre note des dispositions concernant la base de données centrale du point de vue du schéma de mise en œuvre de la norme ST.96, comme indiqué au paragraphe 26 ci-dessus, et à examiner et commenter l’Annexe II du présent document;*

*f) à examiner et approuver la proposition de l’Équipe d’experts chargée de la norme XML4IP visant à créer une nouvelle équipe d’experts pour s’acquitter de la tâche n° 56, comme indiqué au paragraphe 33 ci-dessus;*

*g) à examiner et approuver la proposition de l’Équipe d’experts chargée de la norme XML4IP visant à réassigner la tâche n° 63 à l’Équipe d’experts chargée de la transformation numérique, comme indiqué au paragraphe 35 ci-dessus;*

*h) à examiner les différentes options possibles pour établir des normes de l’OMPI en exploitant le langage XML conformément à la norme ST.96, et à choisir l’une de ces options, comme indiqué au paragraphe 37 ci-dessus;*

*i) à prendre note des discussions concernant le format JSON, comme indiqué aux paragraphes 39 à 42 ci-dessus;*

*j) à examiner la proposition du Bureau international d’organiser des réunions mensuelles pour débattre des révisions à la norme ST.96, comme indiqué au paragraphe 25 ci-dessus;*

*k) à prendre note du fait que les normes de l’OMPI ont un nouveau public, et à fournir des orientations, notamment sur la mise en place d’un forum des développeurs, comme indiqué au paragraphe 43 ci-dessus;*

*l) à prendre note de l’élargissement du champ d’application de la norme ST.96 afin de passer de la propriété industrielle à la propriété intellectuelle, comme indiqué aux paragraphes 42 et 44 ci-dessus; et*

*m) à prendre note du programme de travail de l’Équipe d’experts chargée de la norme XML4IP, et notamment de la prochaine version de la norme ST.96.*

[Les annexes suivent]

1. Les membres du groupe IP5 sont l’Office européen des brevets (OEB), l’Office des brevets du Japon (JPO), l’Office coréen de la propriété intellectuelle (KIPO), l’Office de la propriété intellectuelle de la République populaire de Chine (CNIPA) et l’Office des brevets et des marques des États-Unis d’Amérique (USPTO). [↑](#footnote-ref-2)